

Hillary Clinton appelle l'Afrique à combattre la corruption

Source Reuters
 @rib News, 05/08/2009
 "S'ils veulent attirer les investisseurs, les gouvernements africains doivent être en mesure de lutter contre la corruption et faire respecter l'État de droit, a souligné la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton mercredi au Kenya, première étape de sa tournée en Afrique. "Le véritable progrès économique en Afrique (...) dépend de gouvernements responsables qui rejettent la corruption, font appliquer la loi et obtiennent des résultats dont profite la population. Il ne s'agit pas seulement de bonne gouvernance, il s'agit aussi de faire des affaires", a-t-elle dit lors d'une réunion à Nairobi sur les relations commerciales entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne.

"Les investisseurs seront attirés par des Etats qui agiront de la sorte", a-t-elle poursuivi. "Ils ne voudront pas aller dans des pays qui ont des gouvernements faibles ou incompétents, des pays où règnent le crime, l'insécurité, la corruption qui dénature toutes les transactions et les décisions", a ajouté Hillary Clinton, faisant écho au message du président Barack Obama lors de son voyage en Afrique le mois dernier. Le Kenya a été classé le mois dernier par l'ONG Transparency International bon dernier du classement en Afrique de l'Est pour la lutte contre la corruption. Washington cherche des moyens de renforcer ses liens commerciaux avec les 48 pays d'Afrique subsaharienne, qui comptent pour 1% de ses exportations et 3% de ses importations. "TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ" Dans un message vidéo diffusé après le discours de sa secrétaire d'Etat, Barack Obama, dont le père était kényan, a souligné que "seuls les Africains peuvent développer le potentiel de l'Afrique". "La seule ouverture des marchés ne suffit pas. Pour se développer, il faut des lois qui sont appliquées, la transparence, la responsabilité et une atmosphère qui attire l'investissement", a-t-il dit. Le Premier ministre kényan, Raila Odinga, lors de cette réunion, a fait remarquer que les produits africains n'étaient actuellement pas en mesure de concurrencer la marchandise largement subventionnée venant des Etats-Unis. "Nous avons besoin de partenaires, pas de protecteurs", a-t-il lancé. Hillary Clinton devait rencontrer dans la journée le président kényan Mwai Kibaki. Elle devait insister sur la nécessité d'appliquer l'accord conclu après les violences qui ont suivi l'élection présidentielle contestée de décembre 2007. Les Etats-Unis souhaitent que les responsables des émeutes de l'an dernier soient traduits devant les tribunaux kényans. En cas de refus, la Cour pénale internationale (CPI) pourrait être sollicitée. La tournée de 11 jours d'Hillary Clinton dans sept pays d'Afrique intervient trois semaines après la visite au Ghana de Barack Obama, qui avait appelé les dirigeants africains à promouvoir la bonne gouvernance et à mettre fin aux guerres qui dévastent de nombreux pays. Hillary Clinton se rendra ensuite au Nigeria et en Angola, les plus gros producteurs de pétrole du continent, ainsi qu'en Afrique du Sud, la première puissance économique continentale. Elle ira également au Libéria, en République démocratique du Congo, et achèvera son voyage au Cap-Vert, que les Etats-Unis considèrent comme un exemple en matière de gouvernance.